

<https://ricochets.cc/Denigrer-les-contestataires-pour-evacuer-les-questions-de-fond.html>



Dénigrer pour évacuer les questions de fond

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mardi 6 juin 2017

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Que les actions de contestations sortent plus ou moins du cadre considéré comme légal ou qu'elles restent dans la légalité mais déplaisent fortement, **des pseudo arguments et critiques sont adressés systématiquement aux contestataires, surtout s'il s'agit de projets portés par des élus**. On peut le constater ici à Crest, dans la Vallée, et ailleurs.

► Voici une petite liste non exhaustive de ces pseudo arguments, je les décortiquerai un peu ensuite :

- Ils (les contestataires) ne travaillent pas, alors ils n'ont pas à protester
- Ils ne payent pas d'impôts
- Nous on travaille, on n'a pas le temps d'aller manifester
- Les moqueries sur le look, l'apparence physique, etc.
- Qu'on leur supprime les avantages sociaux
- Présentez-vous aux élections au lieu de râler
- Vous avez pourtant le droit de vous exprimer, on vous a écoutés
- S'exprimer oui. Bloquer, semer le chaos et le désordre non.
- Ne faites pas de politique politicienne svp
- C'est pas à eux de faire la loi
- Il faut vivre avec son époque
- Les élus légitimes ont voté, c'est anti démocratique de contester ça
- Ils sont anti TOUT
- Ce sont les mêmes, ce sont leurs mouvements (affirmé sans aucune preuve) qui ont fait tel ou tel acte illégal (tag, voiture brûlée, ou tout autre acte qui déplairait à la plupart des gens)
- Dommage qu'il y ait des casseurs au sein du mouvement qui le discrédite
- Un peu de respect svp ! (sous entendu envers les élus, les institutions)
- Ayez plutôt une pensée pour les victimes de tel ou tel attentat (habituellement il s'agit uniquement d'attentats qui ont lieu en Europe)
- Y en a marre d'être dans un pays bloqué par les anars/zadistes/syndicalistes (ou autre qualificatif jugé peu glorieux)

Un bon échantillon de ce type de propos a été observé à [la réunion 3CPS du 18 mai lors de la prise de parole perturbatrice](#), et dans des commentaires sur Facebook (sur la page du Daubé notamment).

Sur Facebook, dans la rue, dans les médias de masse, on observe rarement des critiques argumentées envers des contestataires, qu'elles viennent d'élus ou de personnes Â« ordinaires Â», on voit et **on entend surtout des invectives, des phrases types répétées, des réflexes, un rejet de principe, et le refus systématique de débattre sur le fond** ou de s'arrêter aux arguments avancés par les contestataires.

Au lieu de parler des arguments sur le fond, les Â« allergiques Â» aux contestataires essaient la plupart du temps de les dénigrer en utilisant la forme.

Comme ses Â« réflexes types Â» s'observent partout et quel que soit le thème des contestations il me paraît intéressant de les analyser un peu. D'autant que ces Â« réflexes Â» sont tout autant employés par des personnes Â« ordinaires Â» que par des élus Â« ordinaires Â».

Pour y voir plus clair, il faudrait que ces personnes qui toujours rejettent les contestations expliquent davantage leurs raisons et ressorts psychologiques. Je les invite à le faire en commentaires, ou mieux, à écrire un article argumenté.

Ajoutons aussi que les contestataires peuvent aussi ne pas être toujours exemplaires, personne n'est parfait bien sûr.

► Reprenons à présent la liste point par point (en groupant les points proches) :

1. Ils (les contestataires) ne travaillent pas, alors ils n'ont pas à protester - Nous on travaille, on n'a pas le temps d'aller manifester - Ils ne payent pas d'impôts

Tout d'abord, on ne voit pas bien en quoi le fait de ne pas avoir de travail rémunéré interdirait de protester ! Qu'on ait momentanément un emploi ou pas, tout le monde est sur le même bateau, paye des taxes (TVA), participe à la vie sociale.

Il s'agit alors d'accoler une catégorie jugée habituellement comme inférieure ou mal vue aux contestataires pour les ranger avec les sous-humains indignes d'intérêt ou de droits.

Le non-travail (sous entendu Â« assistés Â» avec poil dans la main) supposé des contestataires est un grand classique.

Or, comme dans tout groupe, on trouve de tout dans les contestataires, et beaucoup ont un emploi salarié, sont artistes ou travailleurs indépendants, étudiants, fonctionnaires, etc. Y a-t-il plus de chômeurs et de personnes au RSA dans les contestataires que dans la moyenne de la population ? Je n'en sais rien et la question n'est pas dans les pourcentages de chômeurs dans les contestataires, car tout le monde, quel que soit son statut social, son âge ou sa couleur de peau a le droit de protester. A moins de vouloir tendre encore plus vers la dictature ?

Peut-être aussi que Â« non travailleur Â» est utilisé aussi tout simplement comme une insulte, comme Â« sale pd Â» ou Â« pute Â». Il s'agit alors d'accoler une catégorie jugée habituellement comme inférieure ou mal vue aux contestataires pour les ranger avec les sous-humains indignes d'intérêt ou de droits.

Pour les détracteurs des contestataires, le fait de ne pas avoir d'activité professionnelle impliquerait un statut de sous-humain car les contestataires ne participeraient pas à l'effort économique et aux impôts.

Or c'est discriminatoire et caricatural.

Discriminatoire car la plupart des chômeurs n'ont pas choisi de l'être et aimeraient retourner à l'emploi.

Caricatural car tout le monde paye des impôts, même les chômeurs, ne serait-ce que par la TVA présente partout. Faut aussi savoir que, proportionnellement, les plus pauvres payent plus d'impôts que les plus riches.

Ensuite, une personne au chômage qui fait du bénévolat dans des associations ou participe à divers mouvements sociaux et activités alternatives peut apporter plus pour la vie sociale qu'un rentier qui sirote des cocktails dans sa piscine ou un bureaucrate qui exécute des tâches absurdes et se contente de voter tous les X ans.

Peut-être que la phrase Â« on n'a pas le temps de manifester Â» traduit un désir inconscient d'être avec les contestataires, comme un regret d'être trop pris par le travail ? ;-)

2. La simple moquerie

Un procédé mesquin, où les détracteurs des contestataires se moquent de la forme, du look, ou font des blagues hors de propos.

Là on est dans le degré zéro, il s'agit juste de tenter de faire mal et d'emmener les rieurs avec soi.

3. Qu'on leur supprime les avantages sociaux

Ca ressemble au point 1., voir plus haut, les détracteurs présupposent que les contestataires vivent d'avantages sociaux, sous entendu « ce sont des profiteurs et des feignants, ils n'ont donc rien à redire sur la marche du monde ».

Ensuite, sur le principe de « on ne mord pas la main qui vous nourrit », ils voudraient que l'Etat supprime des droits et revienne sur l'égalité d'accès aux prestations. Veulent-ils un système encore plus totalitaire ?

4. Présentez-vous aux élections au lieu de râler

Cet « argument » veut entériner le fait que le seul moyen d'action est d'être élu et d'exercer alors du pouvoir sur les autres. Alors que la plupart des contestataires critiquent justement le système politique en place, montrent qu'il n'est pas démocratique, qu'il est verrouillé par les plus riches, les lobbies, les bureaucrates non élus, etc.

De ce fait, mener des actions de désobéissance est un des moyens pour déverrouiller tout ça.

Il y a plein d'autres moyens pour faire évoluer les choses que les élections et le système qui va avec.



5. Vous avez pourtant le droit de vous exprimer, on vous a écoutés - Les élus légitimes ont voté, c'est anti démocratique de contester ça

Effectivement, des contestataires peuvent parfois arriver à s'exprimer, c'est ce qui fait qu'on n'est heureusement pas dans une dictature, mais ça ne suffit pas pour autant à dire qu'on est en démocratie.

Souvent cette expression a une diffusion moindre que celle des pouvoirs en place, qui eux ont plus souvent l'oreille attentive des médias, qui peuvent utiliser les organes de communication institutionnels, qui ont des professionnels à leur service.

Tout le monde a le droit théorique de s'exprimer, mais généralement, dans la pratique, la voix des contestataires est plus facilement limitée et étouffée que celle des puissants.

Pour se faire mieux entendre, des contestataires peuvent alors être amenés à briser les barrages et l'omerta, et donc à faire des manifestations, happenings, actions de désobéissance civile, etc.

Ce qui leur est bien sûr reproché ensuite par ceux qui créent les barrages et ont accès aux médias et organes de communication institutionnels.

La démocratie ce n'est pas quelques élus supposés à l'écoute des populations et qui ensuite décident selon leur bon vouloir.

Plus fondamentalement, comme on vit dans un système politique non démocratique (car seuls quelques élus ont le pouvoir de décision, les peuples ne peuvent que voter périodiquement pour les uns ou les autres), tout est verrouillé.

D'un côté des populations et des contestataires qui ne peuvent que donner des avis et opinions, qui n'ont aucun moyen de participer aux prises de décision.

De l'autre des élus qui ont tout pouvoir de décision (dans les limites données par l'Etat et les marchés).

Et donc s'exprimer revient trop souvent à pisser dans un violon !

La démocratie ce n'est pas quelques élus supposés à l'écoute des populations et qui ensuite décident selon leur bon vouloir.

La démocratie c'est quand chacun.e peut prendre une part active aux prises de décisions et que collectivement on trouve des accords qui conviennent.

► [voir cette vidéo qui explique comment la démocratie a été soigneusement tuée dans l'oeuf](#)

Et quand on n'est pas en démocratie, le devoir des personnes responsables, c'est de désobéir s'il le faut et de parfois envoyer promener des lois et règlements conçus par les puissants pour que chacun reste bien à la place que lui a assigné ce système non démocratique, oppressif et hiérarchisé.

C'est même un devoir moral des populations de désobéir si besoin, notamment pour contrer des projets aberrants qui vont influencer durablement leur avenir.

Tant pis si ça dérange certains qui n'y voit qu'une agitation.

Donc, les élus, dans ce système non démocratique, ne sont pas légitimes. Quelle que soit leur éventuelle probité et bonne volonté, ce sont des sortes de tyrans (sauf les quelques cas rares qui essaient de l'intérieur de faire avancer la démocratie réelle dans les idées et les pratiques). Bien entendu, les populations qui laissent perdurer cet état de chose sont tout aussi responsables de la tyrannie.

Alors svp appelons autrement ce système politique : **oligarchie, démocrature, diktacratie, pseudo-démocratie**, mais qu'on arrête de dire que c'est une démocratie et de vouloir dénigrer les personnes qui protestent et réclament la construction d'une démocratie réelle.

6. S'exprimer oui, Bloquer, semer le chaos et le désordre non - Y en a marre d'être dans un pays bloqué par les anars/zadistes/syndicalistes (ou autre qualificatif jugé peu glorieux)

Voir point 5.

Le chaos et le désordre viennent beaucoup plus souvent du système non démocratique en place, de ces lois qui perpétuent les inégalités, de ces polices et répressions que des contestataires.

Malheureusement, comme on ne vit pas dans un pays démocratique, les contestataires se voient souvent obligés de recourir à des actions de désobéissance, de blocage, d'occupation.

Le plus souvent, les perturbations dues aux actions contestataires n'ont que des effets de courte durée.

Pourtant, très vite, de gros médias et politiciens, suivis par une part de la population, s'indignent de «
bloquages» et autres «
prises d'otage».

Malheureusement, comme on ne vit pas dans un pays démocratique (voir plus haut), les contestataires se voient souvent obligés de recourir à des actions de désobéissance, de blocage, d'occupation. C'est l'arme des exploités, des dominés pour s'exprimer et exercer des pressions pour malgré tout obtenir ou maintenir quelques droits qui leur permettent de survivre moins mal, ou pour essayer de faire changer plus ou moins radicalement les choses plus globalement.

Alors oui, ça peut perturber de manière collatérale le train train de certaines personnes ou ça peut être le but recherché.

Généralement, chacun.e pense d'abord à lui, à ses avantages, à sa corporation, il est donc difficile de comprendre

des actions perturbatrices et d'en être solidaire. Ca demande un effort et une rupture avec les attitudes de soumission/résignation ou d'égoïsme et d'hédonisme à courte vue.

Quand il n'y a pas de démocratie et que s'exprimer par des voies légales est impossible ou ne sert à rien, restent la rue, les blocages et autres occupations.

Au lieu de s'en plaindre, il faudrait plutôt s'en réjouir et les renforcer, pour que ce moyen (il en faut d'autres bien sûr) puisse aider à construire d'autres modes d'organisation politique et économique qui soient bien meilleurs, et permettent d'éviter au maximum ce genre de conflits.

Mais de ça, les riches, les puissants, les gros médias qui sont entre leurs mains n'en veulent surtout pas. Et malheureusement, beaucoup de personnes ont adopté les mêmes mentalités ou restent passives, ce qui fait que rien ne change vraiment.

7. Ne faites pas de politique politicienne svp

Quand des contestataires critiquent un projet, des élus vont dire parfois qu'en fait ce n'est pas le projet en lui-même qui est rejeté, mais que c'est juste un moyen pour critiquer tel ou tel élu. Cette manœuvre évite de parler du fond.

Comme les élus sont inamovibles (on ne peut pas les révoquer), il peut arriver parfois que des contestataires se servent de la critique légitime d'un projet pour critiquer en même temps l'action plus générale d'un dirigeant. On utilise les maigres armes que nous laisse le système non démocratique en place, qui ensuite le reproche.

Mais la plupart du temps, c'est bien les décisions et les projets qui sont critiquées.

De plus, il est « amusant » d'entre un politicien qui forcément est amené à faire des manœuvres « politiciennes » (intéressées, liées à un parti, un clan...) essayer de reprocher ça à d'autres.

8. C'est pas à eux de faire la loi

Effectivement, ce n'est pas aux contestataires seuls de faire la loi, mais **ce n'est pas non plus aux élus de la faire**. Si on était en démocratie, tout le monde pourrait co-construire les lois, et pas juste quelques élus et spécialistes auto-proclamés.

Les contestataires n'ont pas pour objectif de « faire la loi », mais d'empêcher des projets dangereux/inutiles, d'éviter certains dégâts irréversibles, et aussi de faire évoluer le monde politique, économique et social vers la démocratie réelle et autres transformations importantes et bénéfiques pour tous.

9. Il faut vivre avec son époque

Les détracteurs de contestataires sous-entendent ainsi que ces derniers sont arriérés, passésistes, stupides, dépassés, et qu'il est vain de s'opposer au cours des choses.

Comme si ce cours des choses était inéluctable, comme si il n'était pas décidé et validé par certaines personnes.

L'époque n'impose rien du tout, mais certains humains oui.

L'invocation de l'époque est un moyen bien commode pour imposer l'air de rien une certaine idéologie et masquer la soumission à celle-ci.

L'époque n'impose rien du tout, mais certains humains oui

De plus, on remarque que les contestataires expriment assez souvent des positions avant gardistes (comme sur l'écologie, la critique du capitalisme, de la consommation, de l'Etat, de la non démocratie...), alors que leurs détracteurs se situent plutôt dans la conservation de l'existant, la répétition des mêmes habitudes et le maintien des systèmes de domination et d'exploitation qui accentuent inégalités et violences économiques.

10. Ils sont anti TOUT

Il suffit que des contestataires s'opposent à un projet, une décision (ou à quelques uns) pour que des détracteurs assèment qu'ils sont anti TOUT. Sous entendu « ce sont des maniaques malades de l'opposition systématique et leur contestation n'a donc aucune valeur ». Voir aussi le point 9. qui ressemble à celui-ci.

En revanche, il peut être vrai que des contestataires soient contre toute une idéologie, un système, et pas seulement contre telle ou telle de ses conséquences (exemples : contre la loi Travail ! et son monde, contre l'aéroport de NDDL et son monde).

Néanmoins, ils ne sont pas pour autant anti TOUT, ils sont contre tout un système cohérent, et pour d'autres modes de vies/idées/actions/philosophies.

Il peut alors qu'une personne conservatrice qui aura fait d'une idéologie (celle dominante) son Tout, qui est incapable d'envisager autre chose, se dise que les contestataires sont anti Tout (en fait anti ToutE son idéologie qu'elle veut voir comme la seule possible).

11. Ce sont les mêmes, ce sont leurs mouvements (affirmé sans aucune preuve) qui ont fait tel ou tel acte illégal (tag, voiture brûlée, ou tout autre acte qui déplairait à la plupart des gens)

Un procédé facile et très employé pour discréditer l'air de rien. Il suffit d'insinuer sans preuves que des contestataires ont participé à des actes jugés illégaux pour que toutes les personnes qui sont habituellement choquées (ou font semblant de l'être, ou en rajoute) par ce type d'actes aient une bonne raison pour rejeter les contestataires, leurs actions et leurs idées, et ainsi rester dans leurs positions.

De nombreux gros médias utilisent ce procédé, il suffit par exemple d'associer une photo d'un acte illégal à un article/film parlant des contestataires.

Comme la plupart des spectateurs/lecteurs n'ont pas appris l'esprit critique (et les institutions en place se gardent bien de promouvoir cette apprentissage) et la prise de distance par rapport aux informations diffusées, ils tombent nombreux dans l'amalgame.

12. Dommage qu'il y ait des casseurs au sein du mouvement qui le discrédite

Ce ne sont pas les supposés « casseurs » (je ne discuterai pas ici de tout ce que ce terme fourre tout et ambiguë peut recouvrir comme réalités très différentes) qui discréditent un mouvement, **mais la plupart des médias qui**

critiquent tout un mouvement en s'appuyant sur les quelques fameux Â« casseurs Â» (réels ou supposés), ainsi que les lecteurs/spectateurs qui tombent souvent dans la facilité de discréditer un mouvement du fait de quelques perturbations plus grosses que la moyenne faites par quelques personnes. Ce qui arrange tout le monde, comme ça tout le monde a peur, reste chez soi, et les polices et politiciens peuvent continuer à distiller la peur de toute forme de critiques/contestations qui sortent un tout petit peu du cadre qu'ils ont défini.

Par ailleurs, il est connu que parfois des membres de la police (ou sous leur influence) se comportent en Â« casseurs Â» pour aider au discrédit d'un mouvement et à sa répression.

13. Un peu de respect svp ! (sous entendu envers les élus, les institutions)

► voir aussi point 5.

La grande majorité des contestataires sont d'accord pour respecter les personnes (pas de violences physiques, pas d'insultes), mais pensent que les fonctions et les institutions n'ont pas à être toujours respectées, surtout quand on est face à un système non démocratique comme c'est le cas en France.

Les institutions étatiques en place, et les divers élus et fonctionnaires qui les font marcher, soutiennent un système non démocratique et souvent ne respectent pas les contestataires (qu'ils soient élus ou habitants).

Donc il n'y a pas de raison de respecter les lois créées par cette démocrature (ou oligarchie, ou diktacratie), ni d'obéir à ses représentants. Eux et leur système non démocratique ne sont pas légitimes.

Qu'il y ait des élections de temps en temps ne crée pas une démocratie, ça crée juste un roulement entre divers tyrans qui ont tout pouvoir.

Les contestataires ne respectent donc pas la fonction des élus ni les institutions pour de bonnes raisons, pas pour le plaisir ou pour agresser les personnes.

Ce sont leurs fonctions, leurs rôles, leurs décisions qui sont visées et critiquées.

Peut-être que certains élus, à force d'être au pouvoir et de se croire intouchables, confondent trop leur personne et leur fonction ? Je les invite alors à démissionner de leur mandat et à prendre un peu de distance pour mieux séparer leur égo de leur rôle politique.

L'injonction au respect est donc une manière habile de tenter de réduire au silence la contestation, de valider et imposer un système non démocratique et de plus en plus totalitaire.

Le problème n'est pas que les élus soient tout dévoués, honnêtes et travailleurs ou pas, de bonne foi ou manipulateurs, ce n'est pas la question ici. La question c'est que le mode de fonctionnement des institutions n'est pas démocratique dans son essence, son organisation, que les élus soient des roublards finis ou des saints ne change pas grand chose.

On pourrait faire les mêmes remarques dans le domaine économique, concernant l'ordre capitaliste, les entreprises et multinationales (« respectez la propriété privée, l'argent, les inégalités, les pouvoirs de décisions aux mains de quelques uns, etc. »).

L'injonction au respect est donc une manière habile de tenter de réduire au silence la contestation, de valider et imposer un système non démocratique et de plus en plus totalitaire.

Cette injonction revient à ce que des puissants et possédants disent aux faibles, aux dominés, aux impuissants

politiques, aux exploités de rester à leur place, d'obéir, de ne rien changer à l'ordre des choses.

On pourrait donc traduire Â« respectez-nous Â» par Â« obéissez-nous et acceptez votre sort Â».

Ajoutons aussi que la plupart des contestataires ne rejettent pas pour autant toute forme d'ordre, d'organisation politique, de morale, d'éthique, et se dotent même très souvent de règles morales, de lignes de conduites qu'ils ont eux-mêmes définies.

Par exemple, je rappelle que l'anarchie ce n'est pas le chaos, mais c'est l'ordre moins le Pouvoir (sous-entendu un Pouvoir exercé par quelques uns sur tous les autres).

14. Ayez plutôt une pensée pour les victimes de tel ou tel attentat (habituellement il s'agit uniquement d'attentats qui ont lieu en Europe)

Comme la moquerie, il s'agit d'évacuer le sujet. Ici, la critique de contestataires se met du côté des victimes, des bien-pensants. Sous-entendu Â« à l'heure de tel ou tel attentat il est indécent de faire des critiques Â».

Les élus ou autres qui essaient ce genre de dérivation ne se privent pas de continuer leurs petites affaires alors que partout dans le monde des personnes meurent de faim, sous des bombes, ou dans des attentats encore plus énormes que ceux qui ont lieu en Europe.

Tout ça est absurde, c'est une manœuvre ridicule.



J'observe que ces Â« critiques-réflexes Â» envers des contestataires sont tout autant employées par des personnes Â« ordinaires Â» (qui pourtant subissent pour la plupart le système non démocratique actuel) que par des élus Â« ordinaires Â».

Soit ces personnes adhèrent vraiment au système en place, soit elles ne se rendent pas compte qu'elles se font avoir...

Possible aussi que certains préfèrent éviter qu'on leur rappelle leur soumission/résignation ?

J'espère que ces quelques remarques pourront aider à déminer un peu le sujet, pour parler du fond au lieu de s'envoyer de faux arguments à la figure pour tenter d'évacuer les questions qui gênent et de discréditer celles et ceux qui les mettent en lumière.

N'hésitez pas à compléter.